HAL
open science

Et le vent reprit ses tours... Vladimir Boukovski (1942-2019)

Dominique Desbois

To cite this version:

Dominique Desbois. Et le vent reprit ses tours... Vladimir Boukovski (1942-2019). 2020. hal-03094874

HAL Id: hal-03094874

https://hal.science/hal-03094874

Submitted on 17 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Et le vent reprit ses tours … Vladimir Boukovski (1942-2019)

« Ils sont en butte à la violence de leurs oppresseurs ». Ecclésiaste 4.1

Le plus connu des « z/k »[1] du camp Perm 36[2] est décédé d'un arrêt cardiaque le 27 octobre 2019 à Cambridge au Royaume-Uni où il s'était installé après son bannissement d'Union soviétique en décembre 1976 lors d'un échange sous l'ère Brejnev à l'aéroport de Zurich avec Luis Corvalán, secrétaire général du parti communiste chilien emprisonné par le régime Pinochet.

Fils d'un journaliste, l'adolescent Boukovski est expulsé de son école secondaire en 1959 pour la création et l'édition d'un *samidzat*[3] : il termine le cycle secondaire en cours du soir. Inscrit en biologie à l'université d'état de Moscou en 1960, il participe aux lectures publiques de poèmes organisées depuis 1958 au square Maïakovski : l'étudiant Boukovski est radié à l'automne 1961 pour avoir taxé l'organisation *Komsomol* des jeunesses communistes de « moribonde» dans une série de textes[4] où il dépeint l'Union soviétique comme une « société illégale » en pleine crise idéologique.

Vol au-dessus des psikhushkas

Arrêté en juin 1963 et inculpé pour la possession de deux exemplaires d'une œuvre interdite[5], Boukovski est jugé par contumace en raison de sa « démence » pour se voir convaincu à l'issue du procès « d'agitation et de propagande antisoviétiques » sur la base de l'article 70.1 du Code pénal de l'Union soviétique. Diagnostiqué « schizophrène » par des psychiatres soviétiques, le « malade mental » Boukovski est traité à l'hôpital psychiatrique de Leningrad où il demeure interné jusqu'en février 1965.

Boukovski contribue à organiser le rassemblement pour la *Glasnost* du 5 décembre 1965[6] à Moscou sur la place Pouchkine pour protester contre le procès des écrivains Andreï Siniavski et Youli Daniel. Il fait circuler « l'Appel civique » du mathématicien-poète Alexandre Esénine-Volpine[7], exigeant en application des lois soviétiques une transparence judiciaire par l'admission du public et des médias lors

---

[1] Abréviation utilisée par l'administration soviétique dans les années 1930 de « *zaklioutchonny kanaloarmeets*» signifiant « détenu-combattant du canal » entre la mer Blanche et la mer Baltique ; le terme ze-ka ou zek s'est popularisé par la suite pour désigner les prisonniers du Goulag.

[2] Crée en 1946 pour permettre l'exploitation forestière de cette partie boisée de l'Oblast de Perm dans l'Oural, Perm 36 est devenu en 1972 un lieu de détention pour de nombreux prisonniers politiques dont Vladimir Boukovski. Ce camp du Goulag est fermé en 1987 pour être partiellement démoli en 1989, puis restauré au cours de la décennie 90 par des historiens et d'anciens prisonniers politiques pour abriter le musée de l'histoire de la répression politique et du totalitarisme en URSS.

[3] Définition par Boukovski : « *Samidzat : je l'écris moi-même, je l'édite moi-même, je le censure moi-même, je le publie moi-même, je le distribue moi-même et je vais moi-même en prison pour tout ceci*. »

[4] Ces textes sont référencés par le KGB sous le libellé « *Thèses sur l'effondrement du Komsomol* ».

[5] *La nouvelle classe : une analyse du système communiste* de Milovan Djilas, lieutenant-général du Front yougoslave de la Seconde guerre mondiale, condamné en 1954 pour avoir publié dans le *New York Times* un article critiquant Tito. Ses prises de position contre le totalitarisme lui valent plusieurs peines de prison de 1954 à 1966 puis un régime de liberté surveillée.

[6] Ce rassemblement pour la *Glasnost* marque le début des protestations publiques pour la défense des droits civiques en URSS ; la date choisie du 5 décembre marque l'anniversaire de l'adoption de la Constitution soviétique.

[7] Essénine-Volpine fut l'un des premiers dissidents à adopter une stratégie « légaliste » : selon Boukovski, il est diagnostiqué comme « pathologiquement honnête ». Mathématicien (théorème sur les espaces dyadiques compacts infinis) et poète (*Leaf Spring*, recueil bilingue anglo-russe d'une trentaine de poèmes accompagnée du « *Traité de philosophie libre* »), ce fils naturel du poète Seguei Essénine est déporté à plusieurs reprises sous Staline, puis libéré en 1953 dans le cadre de l'amnistie générale pour être à nouveau arrêté en 1965 comme organisateur du Rassemblement pour la *Glasnost*, et enfin interné en février 1968 lors de la protestation contre le procès Ginzbourg-Galanskov.

de tout procès. Boukovski ne peut participer lui-même à ce rassemblement : il est arrêté le 2 décembre pour avoir distribué l'appel puis détenu dans différents *psikhushkas* (hôpitaux psychiatriques) jusqu'en juillet 1966, notamment à l'Institut Serbsky.

En janvier 1967, Boukovski, Vadim Delaunay, Yevgeny Kushev et Victor Khaustov organisent une manifestation place Pouchkine pour protester contre les arrestations d'Alexandre Ginzbourg, Youri Galanskov, Alexeï Dobrovolski et Vera Lashkova[8], et contre l'article 190.3 ajouté au code pénal soviétique pour rendre délictueux tout rassemblement public. Lors de son propre procès, Boukovski invoque l'article 125 de la Constitution soviétique pour défendre le droit d'organiser des manifestations publiques en soutenant que l'accusation ne respecte pas le Code de procédure pénale : Boukovski est condamné à trois ans de camp de redressement en « régime ordinaire ». Il est libéré en janvier 1970 après avoir purgé sa peine au camp de Bor dans la région de Voronej.

Ainsi les décennies 60 et 70 ont vu les autorités soviétiques utiliser de plus en plus fréquemment le traitement et la détention au sein de structures psychiatriques, conventionnelles ou pénitentiaires, contrôlées par le KGB comme forme de répression envers les dissidents. Dans ces *psikhushkas*, des dissidents sains d'esprit sont retenus sans limitation de durée, contraints d'ingurgiter des médicaments psychotropes et maintenus au contact de malades mentaux parfois dangereux. Au début de 1971, Boukovski communique clandestinement à un comité français de défense des droits de l'homme le document qu'il a compilé sur plus de 150 pages dénonçant ce dévoiement politique des institutions psychiatriques en Union soviétique et détaillant ses modalités[9]. Dans une lettre ouverte adressée à la communauté des « psychiatres occidentaux », Boukovski demande que les éléments justifiant l'isolement de plusieurs dissidents[10] soient examinés et sollicite que le prochain Congrès international des psychiatres soit saisi de cette requête[11]. La lettre de Boukovski est publiée par le *Times* de Londres dans l'édition du 12 mars puis en août par Derek Ritcher dans le *British Journal of Psychiatry*. Boukovski est arrêté le 29 mars et détenu à la prison de Lefortovo, puis à l'Institut Serbsky, pendant neuf mois avant d'être déclaré sain d'esprit pour être jugé. Lors du procès tenu en janvier 1972, il est poursuivi du chef de diffamation envers la psychiatrie soviétique, de contacts avec des journalistes étrangers ainsi que de possession et de distribution de samizdat. Il écope de deux ans de prison auxquels s'ajoutent cinq années dans un camp de travail et cinq autres en exil interne.

Signée par 44 psychiatres européens, une tribune publiée en septembre 1971 par le *Times* exprime de sérieux doutes sur le diagnostic des « malades » concernés. En défense de la liberté d'opinion mais aussi de la psychiatrie en tant que discipline, la Fédération mondiale pour la santé mentale appelle en novembre ses membres à enquêter sur les accusations. Les réponses à ces contre-enquêtes sont documentées par la *Chronique des évènements actuels*, samizdat des droits de l'homme, qui consigne également les déclarations faites par les soutiens de Boukovski pour sa défense. Ce n'est qu'en 1977, lors de son sixième congrès, que la *World Psychiatric Association* condamne ces pratiques et met en place un comité de surveillance contre les abus de la psychiatrie. Face à la pression internationale, les représentants officiels de la psychiatrie soviétique se retirent de cette fédération médicale en 1983 pour éviter un prononcé formel de leur exclusion.

---

[8] Jugés en janvier 1968 dans le « procès des quatre ».

[9] Publié sous le titre *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition*, Seuil, 1971, 240 p.

[10] Vladimir Borisov, Victor Fainberg, Olga Ioffe, Victor Kouznetsov, Vladimir Gershouni, Natalïa Gorbanevskaïa, Piotr Grigorenko, Valerïa Novodvorskaïa, Ilïa Rips et Ivan Yakhimovich.

[11] Cf. https://chronicle-of-current-events.com/2015/12/08/22-3-materials-concerning-the-forthcoming-international-congress-of-psychiatrists/

Afin que les dissidents ne puissent impunément être diagnostiqués comme « malade mental », Boukovski et Semen Glouzman[12] co-écrivent pendant leur détention un manuel d'usage sur la psychiatrie soviétique d'une vingtaine de pages, largement diffusé à l'étranger en russe mais aussi traduit en allemand, anglais, danois, italien, et en français par la revue Esprit[13].

Boukoski est expulsé d'URSS menottes au poignet en décembre 1976.

Désireux de marquer sa politique étrangère du sceau des droits de l'homme pour rompre avec la *Real Politik* de Richard Nixon, Jimmy Carter en tant que président-élu[14] invite Boukovski à la Maison-Blanche, ce qui ne manque pas d'irriter les dirigeants soviétiques.

Sous un titre évoquant l'Ecclésiaste, Boukovski livre en novembre 1978, un témoignage autobiographique sur la psychiatrisation de la dissidence en URSS, publié en russe[15] mais aussi traduit en allemand, anglais et français. L'ouvrage a un retentissement sans précédent à l'échelle internationale sur nombre de dissidences confrontées à la psychiatrie répressive et à la torture morale. Suite à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, Boukovski fait campagne pour le boycott officiel des Jeux olympiques d'été à Moscou en 1980 : ce boycott est suivi par une cinquantaine de pays dont les USA. En juin 1981 lors de l'émission d'Apostrophe intitulée « D'est en ouest », Boukovski, invité pour la parution de son ouvrage *Cette lancinante douleur de la liberté*[16], a une algarade avec Simone Signoret lorsqu'il insinue que la récente victoire électorale de la gauche française en mai 1981 pourrait aboutir à une dictature.

Avec le dissident cubain Armando Valladares et d'autres dissidents soviétiques comme Vladimir Maximov et Edouard Kouznetsov, Boukovski fonde en 1983 puis préside *Resistance International*, mouvement de « lutte contre tous les totalitarismes », association développée dès 1985 en l'*American Foundation for Resistance International*, sous la houlette notamment de la républicaine néo-conservatrice Jeane Kirpatrick, ambassadrice des USA aux Nations-Unies pour l'administration Reagan. Cette fondation cherche à coordonner pour les mouvements dissidents démocratiques pour renverser les régimes communistes, notamment en s'opposant à l'aide financière occidentale aux gouvernements communistes d'Europe de l'Est et en dénonçant la « crédulité » des démocraties occidentales suspectées d'hypocrisie face aux dénis des libertés individuelles et aux abus de droit du pouvoir soviétique. En mars 1987, six dissidents soviétiques émigrés dont Boukovski[17] émettent des doutes sur l'ambition réformatrice de Mikhaïl Gorbachev, suscitant la réprobation du gouvernement soviétique mais aussi la gêne de certains gouvernements d'Europe de l'Ouest.

Procès à Moscou

Pour la première fois depuis son expulsion, Boukovski se rend à Moscou en avril 1991 : en vue de l'élection présidentielle de 1991, il figure sur la liste des candidats à la vice-présidence pour la

---

[12] Semen Glouzman est le premier psychiatre soviétique à s'opposer ouvertement à ces traitements abusifs en réfutant le diagnostic de « maladie mentale » pour le dissident soviétique, Piotr Grigorenko.

[13] *Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques : dédié à Lonia Pliouchtch, victime de la terreur psychiatrique*, V. Boukovsky, S. Glouzmann, traduit et commenté par Taniah Mathon, *Esprit*, 449(9), 1975, pp. 307-332.

[14] Aux USA, le terme de président-élu (*President-Elect*) désigne le vainqueur de l'élection présidentielle entre la proclamation des résultats de l'élection générale de novembre et la prestation de serment en janvier.

[15] « *… et le vent reprend ses tours. Ma vie de dissident* », Robert Laffont, 1978 ; publié l'année suivante par l'éditeur Chalidze à New York, l'original russe est désormais disponible sur certains sites internet.

[16] *Cette lancinante douleur de la liberté : lettres d'un résistant russe aux Occidentaux*, Robert Laffont, 1981, 245 p.

[17] Les co-signataires sont : Vassili Aksionov, Edouard Kouznetsov, Iouri Lioubimov, Vladimir Maximov, Ernst Neizvestni et Alexandre Zinoviev.

campagne de Boris Eltsine ; c'est finalement Alexandre Routskoï, héros de l'Union soviétique et vétéran de la guerre en Afghanistan, qui est choisi. Cependant, les deux condamnations de Boukovski durant l'ère soviétique sont annulées par un décret de la Cour suprême de la RSFSR, le 5 décembre 1991. Toujours citoyen soviétique malgré son expulsion, Boukovski est rétabli en 1992 dans sa citoyenneté russe par Boris Eltsine, désormais président. Lors de la crise constitutionnelle russe d'octobre 1993, il soutient Boris Eltsine contre le Soviet suprême. Cependant deux mois plus tard, Boukovski critique la nouvelle Constitution de Russie, au motif qu'elle assure la continuation du pouvoir d'Eltsine. Selon Boukovski, Boris Eltsine étant devenu l'otage du KGB à partir de 1994, la restauration d'un pouvoir autoritaire devient inéluctable. Cette prise de position reflète un trait de personnalité constant du dissident guère disposé au compromis pour des convenances personnelles fût-ce au mépris de sa propre sécurité, trait déjà relevé par les psychiatres britanniques lors de l'examen de son dossier en 1971. Suite de la démission du Maire de Moscou Gavriil Popov en 1992, un groupe de députés libéraux propose la candidature de Boukovski aux élections municipales. Cependant, Boukovski décline cette offre au motif d'un soutien insuffisant en Russie à toute tentative de réforme radicale : le maire adjoint Youri Louzhkov est alors élu et dirigera la ville jusqu'en 2010.

Après la dissolution de l'Union soviétique, le gouvernement Eltsine invite Boukovski à comparaître comme témoin lors du procès devant la Cour constitutionnelle où les communistes russes poursuivent Eltsine pour avoir interdit leur parti, en tant qu'organisation inconstitutionnelle, et saisi ses biens. Pour préparer ce témoignage, Boukovski obtient l'accès aux archives du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). À l'aide d'un scanner manuel et d'un ordinateur portable, il enregistre de nombreux documents confidentiels, y compris les rapports du KGB au Comité central, dans la perspective de l'organisation ultérieure à Moscou d'un tribunal international, semblable au tribunal de Nuremberg, pour solder l'héritage du régime soviétique. Certes, le procès confirme le caractère anticonstitutionnel du PCUS mais les anciens cadres communistes conservent leur influence dans la Russie post-soviétique. Ainsi, le Parti communiste de la Fédération de Russie constitue la principale force d'opposition politique d'alors : d'anciens membres du bureau politique du PCUS, tels qu'Alexandre Yakovlev, siègent même à la *Commission présidentielle pour les victimes de la répression politique après octobre 1917*.

Les documents scannés par Boukovski sont passés en fraude à l'Ouest où une équipe d'assistants édite les fragments numérisés pour les rendre disponibles sur Internet. Beaucoup de ces documents confidentiels sont cités dans l'ouvrage *Jugement à Moscou* publié par Boukovski en 1995[18], où il décrit et analyse les relations de l'URSS et du PCUS avec les nations occidentales. Le livre est traduit en plusieurs langues et devient un succès d'édition en Pologne. Cependant, en raison d'un différend éditorial avec *Random House*[19], propriétaire des droits, la traduction en anglais ne paraîtra qu'en mai 2019, soit cinq mois avant la mort de l'auteur.

Chronique des évènements récents

Début 1996, un groupe d'intellectuels moscovites propose que Boukovski se présente comme tiers-candidat à l'élection présidentielle face à Boris Eltsine en exercice et son rival Gennadi Ziouganov, candidat du Parti communiste de la Fédération de Russie. Cependant, cette initiative n'aura pas de suite.

---

[18] *Jugement à Moscou : un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995, 616 p.

[19] Selon Boukovski, le responsable éditorial de *Random House* aurait incité l'auteur à remanier l'ouvrage dans une perspective « libérale de gauche ». Boukovski aurait alors refusé en arguant de son « allergie à la censure politique » en raison des particularités de sa biographie.

En 2001, Boukovski est élu à Florence président du Comité pour la liberté, organisation libertaire italienne, ayant institué le 7 novembre (anniversaire de la révolution bolchevique) comme journée de commémoration consacrée aux victimes du Goulag.

En 2002, Boris Nemtsov, ancien vice-premier ministre russe et leader des élus de l'Union des forces de droite au parlement, rencontre Boukovski à Cambridge pour discuter de la stratégie de l'opposition russe : Boukovski préconise que les libéraux russes adoptent une position intransigeante envers la ligne de la présidence Poutine qu'il considère comme autoritaire.

En 2003, au cours d'un entretien avec Anna Politkovskaïa en Grande-Bretagne[20], Boukovski désapprouve la manière dont Slobodan Milosevic est traduit devant la Juridiction internationale de La Haye.

Avec notamment Vladimir A. Kara-Murza[21], Garry Kasparov, Boris Nemtsov et d'autres dissidents russes, Boukovski fonde le *Comité 2008*, coordination de l'opposition démocratique russe créée en janvier 2004 pour garantir des élections libres et équitables en 2008 lors de la succession à Vladimir Poutine.

En 2005, avec d'autres figures proéminentes de la dissidence soviétique des décennies 60 et 70[22], Boukovski participe à la série documentaire intitulée « Ils ont choisis la liberté », produite par Vladimir V. Kara-Murza[23]. Le 18 décembre 2005, alors que les révélations se multiplient sur les formes de torture pratiquées sur les détenus des camps de Guantánamo et d'Abou Ghraib, Boukovski attaque frontalement l'administration américaine dans une tribune publiée par le *Washington Post* en décrivant la torture qu'il a subie dans la prison de Lefortovo en 1971 comme un processus d'oppression des victimes et de corruption de ses auteurs : « la torture a toujours été historiquement un instrument d'oppression - pas un outil d'enquête ou de collecte de renseignements »[24]. Le 22 janvier 2009, deux jours après son investiture en tant que Président des USA, Barack Obama décrète la fermeture du camp de Guantánamo.

En mai 2007, Boukovski annonce sa candidature à la présidence lors de l'élection présidentielle russe de 2008, soutenu par un groupe où figurent entre autres Vladimir V. Kara-Murza, Andrei Piontkovsky[25],

---

[20] « Vol au dessus du "nid" : analyse comparée des vagues russes d'émigration politique », Anna Politkovskaïa, *Novaya Gazeta* (en russe), 20 janvier 2003.

[21] Décédé en juillet 2019, Vladimir Alexeïevich Kara-Murza est un journaliste russe ayant critiqué le régime de Brejnev et soutenu celui de Boris Eltsine. Il a animé les émissions critiques de télévision parmi les plus suivies comme « Aujourd'hui à minuit » sur NTV (première chaîne indépendante fondée par Vladimir Gousinski) et « *Grani* » (Points de vue) sur TV6 et TVS, chaînes commerciales successivement fermées par le gouvernement russe.

[22] Il s'agit de Yelena Bonner, Natalia Gorbanevskaïa, Edouard Kouznetsov, Sergei Kovalev et Alexandre Podrabinek.

[23] Vladimir Vladirimovitch Kara-Murza, fils du précédent, est un journaliste opposant politique au régime de Vladimir Poutine. Vice-président de *Russie ouverte*, ONG fondée par l'homme d'affaires Mikhaïl Khodorkovski, pour promouvoir la société civile et la démocratie en Russie, il a été victime d'empoisonnement en 2015 et 2017.

[24] "Torture's Long Shadow", *The Washington Post*, 18 décembre 2005.

[25] Mathématicien, membre du parti libéral *Iabloko* et commentateur politique ayant critiqué la présidence Poutine, notamment dans son ouvrage *Another Look in Putin's Soul*, Hudson Institute, 2006, 209 p.

Yuri Ryzhov, Alexandre Podrabinek[26] et Vladimir Pribylovsky[27]. Le 22 décembre 2007, la Commission électorale centrale rejette la demande de Boukovski, aux motifs de n'avoir pas résidé en Russie au cours des dix années précédentes et de détenir une double nationalité (russe et britannique). Boukovski fait appel de cette décision auprès de la Cour suprême de la Fédération de Russie le 28 décembre 2007, puis, devant sa chambre de cassation le 15 janvier 2008, toutefois sans succès.

En 2009, Boukovski rejoint le conseil de *Solidarnost*, nouveau mouvement d'opposition dirigé par Garry Kasparov coalisant un large éventail de forces d'opposition extraparlementaires au régime dirigé par Vladimir Poutine[28]. Boukovski figure parmi les premiers signataires de *Putin must go*, un manifeste anti-Poutine publié sur Internet en mars 2010.

Après avoir soumis au tribunal de première instance de Westminster des documents sur les crimes contre l'humanité que Mikhaïl Gorbatchev aurait commis entre la fin des années 80 et le début des années 90, Boukovski demande en mars 2011 l'arrestation de l'ancien dirigeant soviétique par les autorités britanniques.

En 2013, Boukovski figure dans la série documentaire *Parallèles, Évènements, Peuple*[29] présentant la démarche des protestataires contre les processus électoraux de 2011 à 2013 en Russie au regard du parcours des dissidents soviétiques les ayant précédés. La même année, Boukovski publie en russe un recueil d'interviews décrivant Poutine et son équipe comme les héritiers de Beria, chef du NKVD - la police secrète de Staline.

En mars 2015, lors de l'enquête sur l'empoisonnement au polonium 210 d'Alexandre Litvinenko à Londres, Boukovski réitère sa conviction d'un assassinat de l'ancien lieutenant-colonel du service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) : interviewé par la BBC huit ans auparavant, Boukovski ne doutait pas que les autorités russes fussent responsables de sa mort survenue en novembre 2006[30].

La part d'ombre d'un rebelle absolu

En 2016, le *Crown Prosecution Service* (*CPS*) du Royaume-Uni poursuit Boukovski en justice pour « possession et fabrication d'images indécentes d'enfants »[31]. Après rétablissement partiel d'une lourde opération cardiaque, Boukovski réfute ces accusations comme absurdes : bien que, selon le *CPS*, l'accusé ait déclaré aux enquêteurs avoir lui-même téléchargé les images au cours des quinze dernières années, Boukovski déclare que ces images - implantées sur son ordinateur par un cheval de Troie - auraient été transmises à Europol par les services russes de sécurité. Boukovski souligne également que l'annonce initiale du *CPS* l'accusait de « possession et fabrication », alors que les documents d'accusation transmis au tribunal ne portent effectivement que sur la « possession ».

---

[26] Assistant-médecin, co-auteur avec Tania Mathon de « Déclaration finale », *Esprit*, 54(6), pp. 127-145. Sur son expérience professionnelle, il a notamment publié *Punitive Medecine*, Karoma Publishers, 1980, 223 p.

[27] Vladimir Pribilovsky est un historien et journaliste russe, éditeur du site internet russe *Anticompromat.org* de défense des droits de l'homme. Il a publié de nombreux ouvrages dénonçant la politique autoritaire du président russe Vladimir Poutine, notamment *La corporation Poutine* et *L'âge des assassins*.

[28] https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/12/13/solidarnost-le-nouveau-parti-d-opposition-de-garry-kasparov_1130952_3214.html

[29] Série produite par Natella Boltyanskaya, Lyudmila Alexeyeva, Pavel Litvinov et Sergei Sharov-Deloney sous la houlette des fondations *Oak* et *Andreï Shakarov*.

[30] http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/sunday_am/6166405.stm

[31] https://www.theguardian.com/uk-news/2016/dec/12/soviet-dissident-vladimir-bukovsky-downloaded-thousands-of-child-abuse-images-uk-court-told

Ayant déposé une plainte contre le *CPS* pour diffamation devant la Haute Cour, Boukovski est cependant jugé trop malade pour comparaître.

Malgré cette part d'ombre qui risque bien de ne jamais pouvoir être éclaircie et ses prises de position peu orthodoxes sur la nature politique de l'Union européenne[32], la postérité retiendra sans doute l'exemplarité et l'opiniâtreté du combat de Vladimir Boukovski, en lutte absolue contre la répression psychiatrisée des dissidences et les formes de torture associées dont on déplore encore la récurrence dans de trop nombreux états.

Dominique Desbois

[32] *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?*, Les éditions du Rocher (2005, en collaboration avec Pavel Stroilov, traduction de Pierre Lorrain.